



SLOVAQUIE

Le saviez-vous ?

Nombre d'habitants : 5,4 millions
Population active : 2,71 millions
Taux d'activité : 80,4 %

En slovaque
"formation professionnelle" se dit
Odborné vzdelávanie
a príprava

Pourcentage d'apprenants
dans les formations
professionnelles
post-secondaires : 70%

Taux d'apprentissage
dans l'enseignement
professionnel : 3 %

L'apprentissage peine
à se développer, en dépit
de la volonté des pouvoirs
publics. En cause : l'âge
des jeunes orientés
vers l'apprentissage qui,
à 14 ans, sont encore
mineurs. C'est pourquoi,
les stages de gré à gré
entre établissements
scolaires et employeurs
sont aujourd'hui
privilégiés.



Lors des épreuves nationales du concours Skills Slovakia, les 7 au 8 juin 2021 à Bratislava.

Formateurs et apprenants à la Stredná Odborná Skola Chemická, à Bratislava.

Slovaquie
LES CONSEILS SECTORIELS,
PIERRE ANGULAIRE DE
L'ADAPTATION DE L'OFFRE
DE FORMATION

En Slovaquie, dans le cadre de la préparation d'une future loi sur la formation tout au long de la vie, une réflexion sur l'évolution des conseils sectoriels est en cours. Objectif : leur donner davantage de pouvoir dans l'orientation du système, et les responsabiliser.

Laurence Estival

Comment rendre la formation professionnelle plus efficace et plus attractive ? Cette question est devenue une véritable épine dans le pied des décideurs slovaques, depuis les années 1990. Dans un pays où les établissements scolaires jouent un rôle pivot, tant dans l'orientation de l'offre que dans les modalités d'apprentissage, l'effondrement de l'industrie et de l'agriculture, deux secteurs clés pour l'enseignement professionnel, avait obligé le gouvernement de l'époque à transformer rapidement les programmes. Sans pour autant aller jusqu'au bout de cette logique : "Les formations longues, centrées sur la prépara-

tion à des métiers donnés, ont continué à être privilégiées, alors que la notion de qualification nécessite aujourd'hui de revoir ce format, observe Juraj Vantuch, un des experts impliqués dans le projet de réforme en cours. Nous avons besoin de davantage de granularité, certaines qualifications ne nécessitant pas quatre ans, comme c'est en moyenne la règle, mais parfois deux mois seulement." Outre la durée des formations, la question de la qualité s'est également rapidement invitée dans les débats. "Nous sommes aujourd'hui dans une situation où chaque acteur se renvoie la balle : les industriels se plaignent de programmes pas suffisamment axés sur leurs besoins.

Les établissements scolaires soulignent le danger de centrer les contenus sur l'acquisition de compétences directement opérationnelles, sans se soucier de l'évolution de celles-ci dans le futur", illustre le responsable.

Place à la prospective et aux études chiffrées

Pour sortir de cette quadrature du cercle, le projet proposé par les experts envisage une transformation profonde du rôle des conseils sectoriels et de la gouvernance. Aujourd'hui, 24 conseils sectoriels sont à pied d'œuvre pour épauler le ministère du Travail qui est responsable des référentiels métiers. Le ministère de l'Éducation se charge, quant à lui, de définir le socle de connaissances à acquérir. Les entreprises sont, pour leur part, mobilisées sur le développement de l'apprentissage qui, tout comme les stages, a du mal à décoller. "C'est trop complexe et pas toujours opérationnel. Les conseils sectoriels ne formulent pas des propositions suffisamment précises : ils n'apportent pas d'informations chiffrées et manquent d'analyse prospective", appuie Juraj Vantuch. C'est pourquoi l'expert imagine de mettre l'accent sur la récolte des datas, qui manquent aujourd'hui à l'appel. Puis à partir de celles-ci, il suggère de rapprocher ces conseils composés de spécialistes pointus des ministères de l'Éducation et du Travail pour voir comment construire une offre répondant aux besoins actuels et futurs du marché du travail. De quoi renforcer le dialogue et la coopération entre les professionnels et les pouvoirs publics mais aussi responsabiliser ces conseils sectoriels, dont les membres choisis par leurs pairs pourraient être rémunérés par les pouvoirs publics,

"Les conseils sectoriels feront des recommandations en matière de qualifications"

LE NUMÉRIQUE, UN SECTEUR CRUCIAL

Si de nombreux secteurs économiques slovaques sont aujourd'hui engagés dans une transformation profonde, les réflexions concernant le numérique ont une portée plus large. Un conseil sectoriel dédié à cette thématique pourrait être chargé de définir le contenu de futures qualifications autour de trois grands axes : "Il s'agirait, premièrement, d'apporter les compétences de base à tous les citoyens, afin de les aider à s'approprier ces technologies, détaille l'expert Juraj Vantuch. Un deuxième niveau consisterait à offrir à ceux qui veulent aller plus loin l'opportunité de progresser. Le troisième viserait à déterminer les compétences nécessaires non pas pour utiliser les technologies, mais pour travailler dans les entreprises du numérique, avec la volonté d'accompagner également les demandeurs d'emploi."

pour effectuer le recensement en amont. Le projet prévoit par ailleurs de placer les conseils sectoriels sous la responsabilité d'une structure unique, appelée "Alliance", dans laquelle chaque partie prenante veillerait à faire œuvre commune.

Poissons pilotes

Pour amorcer ce virage, trois à quatre secteurs clés pour l'avenir économique du pays pourraient jouer les poissons pilotes : l'automobile, les technologies de l'information et la chimie ont été approchés, puis la restauration a fait connaître son intention d'être associée à cette démarche. "Ils seront chargés de faire des recommandations en matière de qualifications qui pourront se décliner en formation initiale mais aussi continue. La définition de qualifications courtes devant ainsi permettre aux salariés de retourner se former sur des domaines porteurs", insiste le responsable. Une phase qui devrait débiter dès l'adoption de la loi, après que ce projet aura été acté au niveau politique. "Pour le moment, tous les experts sont d'accord sur l'organisation du système telle que nous la proposons. Reste maintenant à savoir comment réagiront les politiques et les responsables des grandes entreprises", sourit Juraj Vantuch, qui croise les doigts en attendant le verdict, prévu pour cet automne 2021.

Rubrique réalisée dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'Union européenne. Avec l'appui du réseau ReferNet, dont la branche française est pilotée par Centre Info.

https://refernet.centre-info.fr

www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/networks/refernet/national-partners